



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Avant-projet de loi

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

Présentation

Présenté par
M. Pierre Fortier
Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation

Éditeur officiel du Québec
1988

NOTES EXPLICATIVES

Cet avant-projet de loi propose des modifications à la Loi sur les valeurs mobilières concernant certaines dispositions applicables aux sociétés de fiducie, aux organismes d'autoréglementation et à la Commission des valeurs mobilières du Québec.

À cet effet, il vient assujettir à la Loi sur les valeurs mobilières les fonds communs de placement créés par les sociétés de fiducie dont les titres sont offerts au grand public.

De plus, il permet à un organisme d'autoréglementation de sous-déléguer des pouvoirs qui lui ont été délégués par la Commission.

L'avant-projet crée en outre le poste de directeur général de la Commission. Il confère au ministre le pouvoir de donner des directives à la Commission sur les objectifs et l'orientation de celle-ci dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi. Il prévoit enfin que la discrétion de la Commission et toute instruction générale en découlant doivent être compatibles avec la loi, les règlements et les directives.

Avant-projet de loi

Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 3 de la Loi sur les valeurs mobilières (L.R.Q., chapitre V-1.1) est modifié:

1° par le remplacement du paragraphe 11° par le suivant:

« 11° les actions d'une société d'investissement à capital variable, pourvu que cette société soit créée et gérée par une société de fiducie qui détient un permis conformément à la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (1987, chapitre 95), que ces actions soient placées par une telle société et présentent l'une ou l'autre des caractéristiques suivantes:

a) elles se composent uniquement de fonds réunis dans le cadre de régimes d'épargne-retraite, d'épargne-logement ou d'autres régimes semblables, enregistrés conformément à la Loi sur les impôts (L.R.Q., chapitre I-3) ou à la Loi de l'impôt sur le revenu (S.R.C. 1970, chapitre I-5);

b) elles se composent de fonds reçus, sans sollicitation, de curateurs, de fidéicommissaires, d'exécuteurs testamentaires ou de tuteurs et mis en commun en vue de leur placement, avec l'autorisation du déposant ou de son mandataire; »;

2° par l'insertion, après le paragraphe 11°, du suivant:

« 11.1° les parts d'un fonds commun de placement créé et géré en vertu de l'article 187 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne par une société de fiducie qui détient un permis conformément à cette loi, pourvu que ces parts se rapportent à des

sommes reçues sans sollicitation et dans le cadre d'un mandat de gestion; »;

3° par le remplacement du paragraphe 16° par le suivant :

« 16° les actions d'une société d'investissement à capital variable et les parts d'un fonds commun de placement, pour autant que la société ou le fonds a été créé et que les titres sont placés par une banque régie par la Loi sur les banques et les opérations bancaires (L.R.C. 1985, chapitre B-1) ou par la Loi sur les banques d'épargne du Québec (S.R.C. 1970, chapitre B-4) ou par une caisse d'épargne et de crédit ou une fédération régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., chapitre C-4), que la gestion de la société ou du fonds est confiée à une société de fiducie qui détient un permis conformément à la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne et que, selon le cas, les actions d'une société d'investissement à capital variable présentent les caractéristiques prévues au paragraphe 11° et les parts d'un fonds commun de placement présentent les caractéristiques prévues au paragraphe 11.1°. ».

2. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 171, du suivant :

« **171.1** L'organisme délégataire peut déléguer à un de ses membres ou à un membre de son personnel, des pouvoirs qui lui ont été délégués par la Commission. ».

3. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 182, des suivants :

« **182.1** L'organisme délégataire peut réviser ses décisions lorsqu'un fait nouveau le justifie.

Il peut aussi réviser en tout temps les décisions rendues par la personne à qui il a délégué des pouvoirs.

« **182.2** Une personne directement affectée par une décision rendue dans l'exercice d'un pouvoir délégué en vertu de l'article 171.1 peut, dans un délai de 30 jours, en demander la révision par l'organisme qui a délégué ce pouvoir.

« **182.3** La demande de révision ne suspend pas l'exécution de la décision contestée, à moins que l'organisme saisi de cette demande n'en décide autrement. ».

4. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 280, des suivants :

«**280.1** Le gouvernement nomme le directeur général de la Commission, après consultation de celle-ci. Il fixe sa rémunération, ses avantages sociaux et ses autres conditions de travail.

«**280.2** Le directeur général est chargé de l'administration des affaires courantes de la Commission.

«**280.3** En cas de vacance du poste de directeur général ou en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, ses fonctions sont exercées par le membre du personnel de la Commission que celle-ci désigne.

«**280.4** Le directeur général exerce les pouvoirs dévolus à la Commission en vertu de la loi, des règlements ou d'un accord visé à l'article 306, dans la mesure où celle-ci les lui délègue. Toutefois, les pouvoirs visés aux articles 308 à 310 et 322 ne peuvent lui être délégués.

La délégation d'un pouvoir au directeur général ne peut être révoquée que pour un motif valable après audition de celui-ci. La révocation de la délégation comporte, le cas échéant, celle de la sous-délégation faite conformément à l'article 307.

Une décision rendue en vertu du présent article est publiée à la *Gazette officielle du Québec*. ».

5. L'article 290 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**290.** Le quorum de la Commission est de deux membres, sauf lorsqu'il s'agit de rendre une décision visée aux articles 280.3 et 280.4, où il est de la majorité des membres.

S'il y a partage, le président a voix prépondérante. ».

6. L'article 293 de cette loi est remplacé par le suivant :

«**293.** Le procès-verbal d'une séance de la Commission est authentique s'il est approuvé par la Commission et signé par le président, le directeur général, le secrétaire ou un membre de la Commission.

Il en est de même pour un document, émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives et pour copie d'un tel document, s'ils sont certifiés par le président, le directeur général, le secrétaire ou une personne désignée par la Commission. ».

7. L'article 299 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **299.** Les membres du personnel de la Commission, sauf le directeur général, sont nommés et rémunérés suivant la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., chapitre F-3.1.1). ».

8. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 299, du suivant :

« **299.1** Le ministre responsable de l'application de la présente loi peut, dans le cadre des responsabilités et des pouvoirs qui lui sont confiés, donner à la Commission des directives portant sur les objectifs et l'orientation de celle-ci dans l'exécution des fonctions qui lui sont confiées par la loi. Ces directives doivent être approuvées par le gouvernement et prennent effet à la date de leur publication à la *Gazette officielle du Québec*. ».

Toute directive donnée en vertu du présent article lie la Commission. Elle doit être déposée, dans les 15 jours de son approbation, devant l'Assemblée nationale si elle siège ou, si elle ne siège pas, dans les 15 jours de l'ouverture de la session suivante ou de la reprise de ses travaux.

Les personnes et organismes d'autoréglementation qui exercent un pouvoir délégué sont également liés par ces directives dans la mesure où elles visent l'exercice d'un tel pouvoir. ».

9. L'article 307 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **307.** Le directeur général peut déléguer à un membre du personnel de la Commission un pouvoir qui lui est délégué par cette dernière. Cette décision est publiée à la *Gazette officielle du Québec*. ».

10. L'article 316 de cette loi est modifié par l'addition, après la première phrase, de la suivante : « Toutefois, cet exercice et toute instruction générale en découlant doivent être compatibles avec la présente loi, les règlements et les directives visées à l'article 299.1. ».

11. L'article 320 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **320.** La Commission transmet à la personne intéressée la décision rendue par elle ou par une personne exerçant un pouvoir délégué par elle. ».

Toutefois, la décision rendue par un organisme d'autoréglementation ou par une personne exerçant un pouvoir délégué par celui-ci est transmise par cet organisme. ».

12. L'article 322 de cette loi est remplacé par le suivant :

« **322.** Une personne directement affectée par une décision rendue par une personne exerçant un pouvoir délégué ou par un organisme d'autoréglementation peut en demander la révision par la Commission dans un délai de 30 jours. ».

13. Les pouvoirs délégués à un membre du personnel de la Commission en vertu d'une délégation de pouvoirs en vigueur le 1^{er} octobre 1988 et tout autre pouvoir délégué à un membre du personnel de la Commission depuis cette date sont réputés délégués au directeur général par la Commission conformément à l'article 280.4.

14. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).